

Unité départementale de la Somme
53, rue de la Vallée
80040 Amiens Cedex 1

Amiens, le 13/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PE coin Malo - SAS CGN Europe Energy

Pacific Tower (East side entry)
11 Cours Valmy
92800 Puteaux

Références : 2025-E30046
Code AIOT : 0005107441

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2025 dans l'établissement PE coin Malo - SAS CGN Europe Energy implanté PARC EOLIEN Chasse Marée 2 80390 Fressenneville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PE coin Malo - SAS CGN Europe Energy
- PARC EOLIEN Chasse Marée 2 80390 Fressenneville
- Code AIOT : 0005107441
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Centrale éolienne du Coin Malo est autorisée par l'arrêté préfectoral du 20/03/2014 à exploiter 9 éoliennes sur le territoire des communes de Fressenneville et Aigneville.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux	AP de Mise en Demeure du 06/02/2019, article 1	Sans objet
2	Installation électriques	AP de Mise en Demeure du 06/02/2019, article 1	Sans objet
3	Prescriptions à observer par les tiers	AP de Mise en Demeure du 06/02/2019, article 1	Sans objet
4	Essais du fonctionnement des équipements	AP de Mise en Demeure du 06/02/2019, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection propose à Monsieur le préfet d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/02/2019.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/02/2019, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des chiroptères/avifaune
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SAS Centrale Eolienne du Coin Malo (CECOM), exploitant le Parc Eolien du Coin Malo sur le territoire des communes d'Aigneville et Fressenneville, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral du 20 mars 2014 susvisé [...] dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p><u>Article 6.1 de l'arrêté préfectoral du 20/03/2014:</u></p> <p>Afin d'éviter l'attrait des chiroptères, la plate-forme créée à la base de chaque éolienne est fauchée régulièrement ou cultivée.</p>
Constats :

<p>Seules les éoliennes E3 et E9 ont été vérifiées par sondage. La plateforme créée à la base des éoliennes est fauchée.</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le préfet d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/02/2019.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Observation:</u></p> <p>Des abreuvoirs / mangeoires sont disposés sur les plateforme des éoliennes. Comme l'exploitant le mentionne par courriel, il sera demandé à la société de chasse le retrait des abreuvoirs / mangeoires.</p> <p>De plus, l'inspection a constaté la présence de déchets végétaux sur la plateforme de l'éolienne E9. L'exploitant se chargera d'évacuer ces déchets végétaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Installation électriques

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/02/2019, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques extérieures</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SAS Centrale Eolienne du Coin Malo (CECOM), exploitant le Parc Eolien du Coin Malo sur le territoire des communes d'Aigneville et Fressenneville, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article [...] 10 [...] de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p><u>Article 10 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011:</u> [...] Les installations électriques extérieures à l'aérogénérateur sont conformes aux normes NFC 15-100 (version compilée de 2008), NFC 13-100 (version de 2001) et NFC 13-200 (version de 2009). Ces installations sont entretenues et maintenues en bon état et sont contrôlées avant la mise en service industrielle puis à une fréquence annuelle, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Seules les éoliennes E3 et E9 ont été vérifiées par sondage.</p> <p>L'exploitant a transmis les rapports de vérification des installations électriques pour les éoliennes 3 et 9. Il s'agit des rapports N° H0270/24/5951 et N° H0270/24/5958 du 11/07/2024 réalisés par la société SOCOTEC.</p> <p>Les rapports indiquent que la vérification technique a été effectuée contractuellement suivant l'arrêté du 26 décembre 2011. Il est indiqué que ce rapport traite de la protection des travailleurs.</p>

L'inspection propose à Monsieur le préfet d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/02/2019.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prescriptions à observer par les tiers

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/02/2019, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Panneaux d'affichage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SAS Centrale Eolienne du Coin Malo (CECOM), exploitant le Parc Eolien du Coin Malo sur le territoire des communes d'Aigneville et Fressenneville, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article [...] 14 [...] de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p><u>Article 14 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011:</u></p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; • l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; • la mise en garde face aux risques d'électrocution ; • la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. » <p>Constats :</p> <p>Seules les éoliennes E3 et E9 ont été vérifiées par sondage.</p> <p>Les éoliennes sont identifiées par un numéro.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées en caractères lisibles sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès des éoliennes.</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le préfet d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/02/2019.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Essais du fonctionnement des équipements

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/02/2019, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Essais d'arrêts
Prescription contrôlée :

La société SAS Centrale Eolienne du Coin Malo (CECOM), exploitant le Parc Eolien du Coin Malo sur le territoire des communes d'Aigneville et Fressenneville, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article [...] 15 [...] de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 15 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011:

Avant la mise en service industrielle d'un aérogénérateur, l'exploitant réalise des essais permettant de s'assurer du fonctionnement correct de l'ensemble des équipements. Ces essais comprennent :

- un arrêt ;
- un arrêt d'urgence ;
- un arrêt depuis un régime de survitesse ou une simulation de ce régime.

Suivant une périodicité qui ne peut excéder un an, l'exploitant réalise une vérification de l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur.

Constats :

Seules les éoliennes E3 et E9 ont été vérifiées par sondage.

L'exploitant a transmis les rapports de maintenance sur 4 ans des éoliennes 3 et 9. Les rapports sont datés du 4 juin 2024 et du 9 octobre 2024. Ils ont été réalisés par la société ENERCON. Ces documents attestent de la vérification des équipements de mise à l'arrêt et de mise à l'arrêt d'urgence.

L'exploitant a également transmis les rapports de "maintenance vent" datés du 12 novembre 2024 et du 5 juillet 2024. Ils ont été réalisés par la société ENERCON. Ces documents attestent de la vérification de l'arrêt de l'éolienne depuis un régime de survitesse.

L'inspection propose à Monsieur le préfet d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/02/2019.

Type de suites proposées : Sans suite